

JEAN-CLAUDE MICHÉA

*Préface de l'ouvrage*

**Scènes de la vie intellectuelle en France**  
L'intimidation contre le débat

par André Perrin, L'Artilleur, 2016

*« Il est sans doute excessif de prétendre que,  
à la faveur de certaines de nos procédures actuelles,  
on pourrait délivrer un doctorat à un âne mort,  
mais je crois qu'un âne vivant parviendrait à le décrocher. »*

Simon Leys

En mars 2008, les éditions du Seuil publiaient *Aristote au Mont-Saint-Michel*, un ouvrage de l'historien Sylvain Gouguenheim, professeur à l'École normale supérieure de Lyon, consacré aux chaînes de transmission du savoir grec à l'Europe médiévale ; ouvrage remarquablement argumenté – donc méritant à ce titre d'être loyalement discuté par ses pairs – dans lequel il n'hésitait pas à remettre en question certains des dogmes officiellement reçus. On ne s'étonnera donc pas si dès le 25 avril *Le Monde* – fidèle à sa réputation de « journal officiel de tous les pouvoirs » (selon la formule de l'Internationale situationniste) – décidait d'ouvrir largement ses colonnes à 40 « chercheurs » afin de dénoncer dans ce livre érudit et iconoclaste un pur et simple brûlot « islamophobe », qui ne pouvait être *par définition* que dénué de toute valeur historique et intellectuelle (*Libération* lui emboîtera le pas le 30 avril – là non plus, rien

d'étonnant – 56 pétitionnaires, dont le très médiatique Alain de Libera, se joignant cette fois-ci à ce tir groupé mandarinal). Quelques semaines plus tard, on apprendait par la directrice de la collection « L'Univers historique » aux éditions du Seuil que plusieurs de ces intrépides signataires lui avaient demandé, *après avoir signé ces pétitions*, qu'elle leur envoie un exemplaire du livre incriminé, avouant par là même qu'ils ne l'avaient pas lu.

On pourrait, bien sûr, se contenter d'accueillir avec philosophie ces mœurs aussi curieuses que politiquement correctes. Depuis « sept mille ans qu'il y a des hommes, et qui pensent », la mauvaise foi, la calomnie et la malhonnêteté intellectuelle n'ont assurément jamais manqué à l'appel chaque fois qu'il s'agissait de prendre la place d'un rival ou d'éliminer un adversaire politique ou religieux. Hobbes en déduisait même, dans le *Léviathan*, que « s'il eût été contraire au droit de dominer de quelqu'un, ou aux intérêts de ceux qui dominent, que les trois angles d'un triangle soient égaux à deux angles d'un carré, cette doctrine eût été sinon controversée, du moins étouffée par la mise au bûcher de tous les livres de géométrie, pour autant que cela eût dépendu de celui à qui cela importait ». Hypothèse encore spéculative mais dont Marx estimait déjà, deux siècles plus tard, qu'elle était devenue la loi du débat intellectuel de son temps. Quand la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique – écrivait-il ainsi – « alors sonne le glas de l'économie scientifique. Désormais il ne s'agit plus de savoir si tel ou tel théorème est vrai mais s'il est bien ou mal sonnant, agréable ou non à la police, utile ou nuisible au capital. La recherche désintéressée fait place au pugilat payé, l'investigation consciencieuse à la mauvaise conscience, aux subterfuges de l'apologétique » (*Postface de la deuxième édition allemande du Capital*).

Nous savons aujourd'hui que Hobbes et Marx n'avaient encore rien vu. Une croisade comme celle d'Alain de Libera (ou comme toutes celles qui décorent continuellement

les espaces de « libre expression » du *Monde* et de *Libération* – c'est-à-dire là où s'exprime de façon privilégiée la « meute française », pour reprendre le mot de René Char à l'endroit de ces stakhanovistes de la pétition qui appelaient déjà à excommunier Camus) était encore presque inimaginable à leur époque (1). Car ici, on ne peut que donner raison à Orwell lorsqu'il soulignait qu'après le désastre humain de la Première Guerre mondiale et la révolution russe – deux des sources principales de ce que l'historien américain George Mosse appellera la « brutalisation » – c'était bel et bien un *nouveau* régime de fonctionnement intellectuel, ou plus exactement « idéologique », qui allait se mettre en place tout au long du xx<sup>e</sup> siècle. « Un système de pensée *schizophrénique* – écrivait-il en 1946 – dans lequel les lois du sens commun demeurerait valables dans la vie quotidienne et dans certaines sciences exactes, mais dont politiciens, historiens et sociologues pourraient ne tenir aucun compte » (2). Inutile de préciser que cette forme historiquement inédite d'aveuglement au réel (dont on trouvera, de nos jours, la théorisation la plus hallucinante dans l'œuvre pétitionnaire de Geoffroy de Lagasnerie et Édouard Louis) (3) ne pouvait que rendre, à terme, de plus en plus problématique l'exercice de toute critique intellectuelle au sens « ancien » du terme.

Or c'est justement cette figure du débat intellectuel aujourd'hui en voie de disparition (4) – au moins dans l'espace médiatique dominant – qu'André Perrin a toujours mis son point d'honneur à défendre et honorer. Résolument allergique à l'idée selon laquelle la valeur philosophique d'une pensée dépendrait, en dernière instance, de sa fidélité « citoyenne » à une « ligne » idéologique préétablie (cette notion de « ligne » idéologique étant d'ailleurs l'une des principales inventions « intellectuelles » du xx<sup>e</sup> siècle), ce *libéral à l'ancienne* – héritier légitime, sur ce point, de Voltaire et de John Stuart Mill – n'a jamais pu se résoudre, en effet, à faire siens les étranges postulats du « débat »

intellectuel moderne. Au point d'avoir encore l'audace de soutenir que les règles constitutives de la critique philosophique « traditionnelle » – celles qu'il a enseignées professionnellement toute sa vie – sont *aujourd'hui plus actuelles que jamais* : ne jamais juger des idées d'un auteur sur les intentions diaboliques ou « nauséabondes » qu'on lui prête mais uniquement sur les thèses qu'il défend explicitement ; respecter en toutes circonstances le principe de contradiction (5) (dont le système « deux poids, deux mesures » – disait Orwell – est la forme de négation idéologique la plus courante) ; reconnaître enfin l'existence des *faits* chaque fois qu'ils se manifestent sous nos yeux (« il ment comme un témoin oculaire » aimaient à plaisanter les dissidents soviétiques pour tourner en ridicule l'orthodoxie du Parti) ou qu'ils ont été établis au terme d'une enquête aussi rationnelle et objective que possible. Toute autre manière de procéder ne saurait en effet relever que de l'*Idéologie* (à moins, bien sûr, qu'il ne s'agisse que de simple bêtise).

Comme le lecteur pourra en juger par lui-même, le résultat est proprement *dévastateur*. En choisissant de soumettre au crible de la logique et au contrôle méthodique des faits (son érudition est, sous ce rapport, impressionnante) neuf de ces « débats » médiatiques qui ont dessiné le paysage idéologique de ces dernières années – ces « scènes de la vie intellectuelle française », comme il se plaît à le souligner de façon balzacienne – André Perrin laisse en effet derrière lui un véritable champ de ruines (et si le ridicule tuait encore – ce qui n'est certainement plus le cas – l'industrie pétitionnaire devrait, à coup sûr, déposer le bilan). Et cela, il me paraît important de le préciser, sans jamais s'autoriser de la moindre orthodoxie préalable – si ce n'est sa défense inconditionnelle de la liberté d'expression – ni même se départir de sa bienveillance habituelle (car s'il y a bien une passion étrangère à André Perrin c'est assurément celle qui se fonde sur la haine, le ressentiment et la volonté de puissance). Et l'on comprend alors beaucoup

mieux, à la lecture de son ouvrage, que plusieurs maisons d'édition, peut-être par crainte des prévisibles représailles « universitaires » et médiatiques, aient finalement jugé plus prudent de renoncer à sa publication. Saluons donc ici le courage des éditions du Toucan.

Il resterait, bien sûr, à éclaircir deux points essentiels, que le livre d'André Perrin n'aborde pas vraiment car ils excédaient les limites de son projet initial. Comment se fait-il, en effet, qu'une université moderne, riche d'un passé somme toute glorieux, soit aujourd'hui à ce point envahie par une telle quantité d'*ânes vivants* (selon l'expression cruelle de Simon Leys)? Et, question subsidiaire, comment expliquer qu'un si grand nombre d'intellectuels, puisque tel est leur statut officiel, puissent de nos jours accepter aussi facilement de se livrer, toute honte bue, à des opérations de *basse police* (on songe, entre mille autres exemples, à l'abjecte pétition visant à réduire Kamel Daoud au silence, publiée dans *Le Monde* du 11 février 2016)? Sur le premier point, je crois qu'il serait grand temps de commencer à s'interroger sur les inévitables effets pervers de ces procédures de « cooptation », qui – lorsque certaines garanties minimales de sérieux ne sont plus réunies (6) – finissent généralement par tourner à la pure et simple *consanguinité*. Quant au second point, Simon Leys – qui avait eu lui-même affaire à la « meute française » au temps du maoïsme universitaire et médiatique triomphant – a sans doute dit l'essentiel, en 1976, dans *Images brisées*: « La passion policière – écrivait-il – qui pousse certaines gens à dénoncer voisins, parents, relations ou collègues ne trouve de véritable exutoire que dans les périodes de bouleversements, de guerres, d'occupations, etc. Mais même en temps normal, elle n'en demeure pas moins latente chez les ratés, les envieux et les médiocres et constitue un phénomène psychologique singulier qui mériterait d'être mieux étudié. La vénalité en est rarement absente, mais ce serait une erreur d'y voir son moteur exclusif ; dans ce genre de démarche,

en effet, la recherche d'avantages personnels s'augmente le plus souvent d'autres mobiles non moins puissants : des sentiments d'infériorité ou de frustration (sur qui la seule apparence du succès chez autrui vient agir comme une intolérable provocation), le désir de se donner de l'importance, une forme d'exhibitionnisme, et surtout un respect inné du Pouvoir, de l'Ordre établi, des Autorités, l'instinct flic, la haine de tout ce qui apparaît non conforme, différent, hétérodoxe, hérétique. » On retrouve là, en somme, l'idée si chère à Orwell selon laquelle la capacité de résister au charme vénéneux de l'Idéologie dépend beaucoup moins, en fin de compte, de compétences savantes ou intellectuelles que d'un véritable effort *moral*, pourtant à la portée de tous. Autant dire que très nombreux seront ceux – dans le marécage médiatique et « intellectuel » contemporain – qui ne pardonneront pas à André Perrin d'avoir si brillamment montré que *le roi était nu*. C'est une raison de plus pour le lire de toute urgence.

#### Notes

1. Dans *The Wordly Philosopher* (ouvrage paru en 1953 et qui reste l'une des plus brillantes introductions à l'histoire de la pensée économique), Robert Heilbroner rapporte cette anecdote concernant John Stuart Mill. « Herbert Spencer, son grand rival, se trouva un jour à court de moyens pour compléter la série d'œuvres qu'il projetait sur l'évolution sociale. Mill lui offrit alors de financer le projet : “Je vous supplie de ne pas considérer cette proposition comme une faveur personnelle, écrivit-il à son rival. Même s'il en était ainsi, j'espérerais encore avoir la permission de le faire. Mais ce n'est rien de tout cela, c'est une simple proposition de coopération dans un but important d'intérêt général, pour lequel vous donnez votre peine et vous avez donné votre santé”. » Je ne prétends pas, bien

entendu, que cette éthique du débat ait été alors très répandue (Heilbroner note même qu'en cette occasion Mill « côtoya la sainteté »). Ce qui est sûr, en revanche, c'est que sous le règne moderne du « politiquement correct » et de la « double pensée » elle est devenue tout bonnement *impensable*.

2. Cette forme de pensée « schizophrénique » n'est évidemment pas le monopole des « politiciens, historiens et sociologues » de gauche. On la retrouverait à l'identique chez les économistes libéraux de droite. C'est ainsi que dans un article paru en 1966 (*The methodology of positive economics*), Milton Friedman n'hésitait pas à soutenir, au nom d'une épistémologie supposée « pragmatique », qu'une « hypothèse, pour être importante, doit avoir des postulats empiriquement faux ». Comme le remarque Jean-François Gayraud (*L'Art de la guerre financière*, Odile Jacob, 2016), c'est précisément ce dogme relativiste qui allait autoriser ses disciples Robert Merton et Myron Scholes à mettre au point une formule mathématique censée permettre aux futurs spéculateurs de gagner à tous les coups (c'est du reste cette formule mathématique qui leur vaudra en 1997 le « prix Nobel » d'économie). On connaît la suite. Le fonds spéculatif LTCM (*Long Term Capital Management*) – première institution financière à avoir appliqué cette martingale que presque toutes les *business schools* de la planète continuent à enseigner aujourd'hui comme une vérité démontrée – s'effondrera en septembre 1998, après avoir conduit le système financier mondial au bord du gouffre. Les deux idéologues libéraux ne se décourageront pas pour autant. Myron Scholes réutilisera ainsi sa formule magique dans la gestion de *Platinum Grove Asset Management* (faillite en 2008) et Robert Merton dans *Trinsum Group* (faillite en 2009). Comme on le voit, qu'il s'agisse des économistes de droite ou des sociologues de gauche, le postulat métaphysique reste le même : *la réalité n'est que l'exception qui confirme la règle*.

3. Dans leur *Manifeste pour une contre-offensive intellectuelle et politique* (*Le Monde* du 27 septembre 2015) – et comme le rappelle André Perrin dans son avant-propos – Geoffroy de Lagasnerie et Édouard Louis affirmaient ainsi qu’« *intellectuel de droite* reste un oxymore, mieux : une impossibilité ». Un véritable débat intellectuel ne saurait donc opposer, si l’on suit ces deux inquisiteurs en herbe, que les seuls « intellectuels de gauche ». Et encore, précisaient-ils, sous la condition que ces derniers refusent de constituer « certains thèmes comme discutables, certains problèmes comme pertinents ». Nul doute que leur prochain « manifeste » contiendra un appel à rétablir le Parti unique et la peine de mort pour « déviationnisme ».

4. *L’art perdu du débat* est d’ailleurs le sous-titre de l’avant-propos d’André Perrin. Hommage discret, sans doute, à *The Lost Art of Argument*, l’un des principaux essais de Christopher Lasch (on le trouvera dans *La Révolte des élites*, Climats, 1999).

5. Notons, au passage, que le grand logicien polonais Jan Lukasiewicz avait établi dans son essai sur *le principe de contradiction chez Aristote* (paru en 1910), que la véritable origine de ce principe logique était de nature morale et éthique. Voilà qui projette une lumière intéressante sur le mépris habituel des idéologues de métier pour ce principe fondamental de toute pensée critique.

6. On dira que ce système de cooptation se retrouve à l’identique dans presque toutes les universités du monde. Mais ce serait oublier les effets spécifiques de la loi Edgar Faure de novembre 1968 sur la vie intellectuelle française. Ce ministre à la fois intelligent et cultivé (à l’époque ce n’était pas encore un oxymore) avait en effet acquis la certitude, au lendemain des événements de Mai 68, que le moyen le plus efficace de neutraliser les velléités contesta-

taires de certains idéologues de ce mouvement était tout simplement d'en faire des universitaires. De là (et sans même évoquer le cas exemplaire du « centre expérimental de Vincennes », si bien analysé par Jean-Marc Mandosio dans *Le Chaudron du négatif*), cette titularisation immédiate, au sein de la nouvelle Université, d'un nombre considérable d'idéologues « gauchistes » – surtout dans les départements « littéraires » – dont certains ne disposaient parfois que d'une simple *licence* (à tel point que, dès la rentrée universitaire de 1972, les nominations à venir ne pourront déjà plus s'effectuer qu'au compte-gouttes). Le mécanisme traditionnel de la cooptation allait évidemment faire le reste – les nouveaux mandarins ayant généralement une tendance marquée à choisir leurs successeurs parmi leurs clones intellectuels plutôt qu'en fonction de leur véritable apport à la recherche. C'est probablement ce qui explique, entre autres, que *plus de quarante ans après*, ce soient toujours Foucault, Bourdieu et Derrida – autrement dit, les auteurs qui étaient effectivement *à la mode* dans les années 1970 – qui constituent encore le sésame idéologique le plus efficace pour faire carrière dans les « sciences sociales » ou accéder à la reconnaissance médiatique (et malheur à ceux qui auraient la folle idée de vouloir ébranler par leur minutieux travail de terrain les fondations du Temple « post-moderne »!). Pour prendre la mesure de ces effets à long terme de la réforme d'Edgar Faure, il suffira, du reste, de rappeler que même l'astrologue Élisabeth Tessier possède aujourd'hui un *doctorat en sociologie* (et rien ne dit, après tout, qu'elle n'ait pas plus de choses intelligentes à révéler sur la société moderne que la plupart de ces nouveaux « sociologues » qui sévissent quotidiennement dans les colonnes du *Monde* ou de *Libération*).